

BGer 6B_881/2020 vom 8. September 2020

Bundesgericht, 2020-09-08, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/bger_6B_881_2020

FR: TF 6B_881/2020 du 8 septembre 2020

IT: TF 6B_881/2020 del 8 settembre 2020

Erwägungen

E. 1

Par ordonnance du 26 février 2020, le Ministère public de l'arrondissement de l'Est vaudois a refusé d'entrer en matière sur la plainte déposée par A. _____, contre l'avocate B. _____, pour violation du secret professionnel.

Par arrêt du 20 mai 2020, la Chambre des recours pénale du Tribunal cantonal du canton de Vaud a admis le recours formé par A. _____ contre cette ordonnance, a annulé celle-ci et a renvoyé la cause au ministère public pour instruction. Elle a mis les frais de la procédure de recours, par 770 fr., à la charge du prénommé, en application de l' art. 428 al. 2 let. a CPP

A. _____ forme un recours en matière pénale au Tribunal fédéral contre l'arrêt du 20 mai 2020, en contestant la mise à sa charge des frais de la procédure de recours. Il sollicite par ailleurs le bénéfice de l'assistance judiciaire.

E. 2

Conformément à l' art. 42 al. 1 LTF , le mémoire de recours doit être motivé et contenir des conclusions. Celles-ci doivent exprimer sur quels points la décision entreprise doit être modifiée et comment. Les motifs doivent exposer succinctement en quoi la décision attaquée viole le droit (art. 42 al. 2 LTF). Selon la jurisprudence, pour répondre à cette exigence, la partie recourante est tenue de discuter au moins sommairement les considérants de l'arrêt entrepris (ATF 140 III 86 consid. 2 p. 88 ss et 115 consid. 2 p. 116 s.; 134 II 244 consid. 2.1 p. 245 s.); en particulier, la motivation doit être topique, c'est-à-dire se rapporter à la question juridique tranchée par l'autorité cantonale (ATF 123 V 335 ; arrêt 6B_970/2017 du 17 octobre 2017 consid. 4). Par ailleurs, le Tribunal fédéral est lié par les constatations de fait de la décision entreprise (art. 105 al. 1 LTF), sous les réserves découlant des art. 97 al. 1 et 105 al. 2 LTF, soit pour l'essentiel de l'arbitraire dans la constatation des faits. Il n'examine la violation de droits fondamentaux que si ce moyen est invoqué et motivé par le recourant (art. 106 al. 2 LTF), c'est-à-dire s'il a été expressément soulevé et exposé de manière claire et détaillée. Les critiques de nature appellatoire sont irrecevables (ATF 145 IV 154 consid. 1.1 p. 156 et les références citées).

En l'occurrence, le recourant ne conteste pas avoir produit la pièce ayant poussé la cour cantonale à admettre son recours contre l'ordonnance de non-entrée en matière du 26 février 2020 au stade du recours seulement, alors même qu'il aurait pu le faire avant que la décision du ministère public fût prise. Il ne tente pas de démontrer - au moyen d'une argumentation topique - que les conditions d'application de l' art. 428 al. 2 let. a CPP n'auraient pas été remplies, mais se borne à critiquer l'attitude du ministère public durant l'enquête.

Faute de satisfaire aux conditions de recevabilité d'un recours en matière pénale au Tribunal fédéral (cf. art. 42 al. 2 ; 106 al. 2 LTF), le recours doit être déclaré irrecevable en application de l' art. 108 al. 1 let. b LTF .

E. 3

Le recours doit être déclaré irrecevable. Comme il était dénué de chances de succès, la demande d'assistance judiciaire doit être rejetée (art. 64 al. 1 LTF). Le recourant, qui succombe, supportera les frais judiciaires, fixés en tenant compte de sa situation (art. 65 al. 2 et 66 al. 1 LTF).

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.